

L'ÉTAT SOCIALISTE

L'Agitazione d'Ancône - n°10 - 15 mai 1897.

L'objectif des socialistes démocrates, c'est la «*conquête des pouvoirs publics*».

Nous n'examinerons pas ici dans quelle mesure ce but est en accord avec leurs théories historiques, selon lesquelles la classe dominante sur le plan économique détiendrait toujours et fatalement le pouvoir politique, si bien que l'émancipation économique devrait nécessairement précéder l'émancipation politique. Nous ne discuterons pas non plus ce point: si l'on admet la possibilité pour la classe déshéritée, de conquérir le pouvoir politique, les moyens politiques peuvent-ils être suffisants pour y parvenir?

Ce que nous voulons aujourd'hui analyser, c'est uniquement si cette conquête des pouvoirs publics est en accord ou non avec l'idéal socialiste: une société d'êtres libres et égaux, sans suprématie ni division en classes.

Qu'ils en conviennent ou non, les socialistes démocrates, particulièrement les Italiens, ont subi plus que d'autres l'influence des idées anarchistes; ainsi, ils ont coutume de dire à haute voix, du moins dans leurs polémiques avec nous, qu'ils veulent, eux aussi, abolir l'État ou, en d'autres termes, le Gouvernement, et que c'est précisément pour pouvoir l'abolir qu'ils veulent s'en emparer. Qu'est-ce que cela veut dire? S'ils veulent dire par là que, pour eux, conquérir l'État c'est dans le même temps abolir l'État, annuler toute garantie légale des «*droits acquis*», dissoudre toute force armée officielle, supprimer tout pouvoir législatif, laisser pleine et entière autonomie à toutes les localités, toutes les associations, tous les individus, et instaurer l'organisation sociale de bas en haut, sur la base de la libre fédération des groupes de producteurs et de consommateurs, alors toute la question se réduirait à cela: eux expriment avec certains mots les mêmes idées que nous exprimons, nous, avec d'autres mots. Dire: «*Nous voulons monter à l'assaut de cette forteresse et la détruire*», ou: «*Nous voulons nous emparer de cette forteresse pour la démolir*», c'est une seule et même chose.

Il subsisterait cependant, entre les socialistes démocrates et nous, une différence d'opinion d'une très grande importance, sans aucun doute, sur cette question: la participation aux luttes électorales et le fait, pour les socialistes, d'entrer au Parlement favorisent-ils ou entravent-ils la révolution? Préparent-ils les hommes à une transformation radicale de l'organisation sociale actuelle ou éduquent-ils le peuple à accepter, après la révolution, une nouvelle tyrannie? Mais, sur le but final du moins, nous serions parfaitement d'accord.

Les socialistes démocrates déclarent vouloir s'emparer de l'État pour le détruire mais il ne fait aucun doute que ces déclarations sont en réalité des artifices de polémique condamnables, ou encore, si elles sont sincères, le fait d'anarchistes qui sont en train de se former et qui se considèrent encore comme des démocrates.

Les véritables socialistes démocrates se font une idée bien différente de la «*conquête des pouvoirs publics*». Au Congrès de Londres, pour ne citer qu'une déclaration récente et solennelle (1), ils ont clairement dit qu'il est nécessaire de conquérir les pouvoirs publics «*pour légiférer et administrer la société nouvelle*». Et dans le tout dernier numéro de la *Critica Sociale* (2), on peut lire que «*c'est une erreur de*

Notes de G. Berneri et C. Zaccaria:

(1) Ne pas oublier que cet article remonte au mois de mai 1897. Le Congrès de Londres est de 1896.

(2) La *Critica Sociale* de Milan, 1^{er} mai 1897. L'article «*Le parti socialiste et les impôts*» est de Giuseppe Bonzo.

croire qu'une fois au pouvoir, le parti socialiste pourra ou voudra diminuer les impôts. Au contraire, l'État devra, au moyen d'une augmentation graduelle des impôts, absorber graduellement la richesse privée pour mettre en œuvre les grandes réformes que le socialisme se propose (création de Caisses pour les vieillards, les invalides, les accidentés du travail; système scolaire digne des pays civilisés; indemnisation des grands capitaux, etc...). Il s'acheminera ainsi vers «*le but lointain du parfait communisme, où tout deviendra un service public et où la richesse privée et la richesse de la société seront une seule et même chose*».

C'est donc bel et bien un gouvernement que les socialistes démocrates nous promettent; un gouvernement avec son inévitable kyrielle de contrôleurs des contributions, percepteurs, huissiers (pour les contribuables retardataires), gendarmes et gardiens de prison (pour qui serait tenté de faire passer l'huissier par la fenêtre); de jugés, administrateurs des fonds publics; avec ses programmes scolaires et ses enseignants officiels; avec son administration de la dette publique pour payer les intérêts des capitaux indemnisés, etc... etc....; et, naturellement, avec son corps législatif qui fait les lois et établit les impôts et les ministres en tout genre qui font appliquer et exécuter les lois.

Il pourra y avoir, là-dessus, des différences: des modalités différentes, des tendances plus ou moins centralisatrices, des méthodes plus ou moins dictatoriales ou démocratiques, des procédés plus ou moins rapides ou graduels. Mais au fond, ils sont tous d'accord parce que c'est là la substance même de leur programme.

Voyons maintenant si le gouvernement que désirent les socialistes offre des garanties de justice sociale; s'il peut ou s'il veut abolir les classes, détruire toute exploitation et toute oppression de l'homme par l'homme; bref, s'il peut et s'il veut fonder une société réellement socialiste.

Les socialistes démocrates partent du principe que l'État, le Gouvernement, n'est que l'organe politique de la classe dominante. Dans une société capitaliste, disent-ils, l'État sert nécessairement les intérêts des capitalistes et leur garantit le droit d'exploiter les travailleurs; alors que, dans une société socialiste, où la propriété individuelle serait abolie et où la destruction du pouvoir économique aurait fait disparaître toutes les différences de classe, l'État représenterait alors tous les citoyens et deviendrait l'organe impartial des intérêts sociaux de tous les membres de la société.

Mais alors une difficulté se présente inévitablement. S'il est vrai que le Gouvernement est, nécessairement et toujours, l'instrument de ceux qui possèdent les moyens de production, par quel miracle un gouvernement socialiste né en plein régime capitaliste pourra-t-il atteindre son but: abolir le capital? Est-ce que ce sera, comme le veulent Marx et les blanquistes, au moyen d'une dictature imposée révolutionnairement, par un coup de force, et qui décrète et impose révolutionnairement la confiscation des propriétés privées en faveur de l'État en tant que représentant des intérêts collectifs? Ou est-ce que ce sera, comme le veulent apparemment tous les marxistes et la plupart des blanquistes modernes, par le moyen d'une majorité socialiste, envoyée au Parlement par le suffrage universel?

Procédera-t-on d'un coup à l'expropriation, par la classe économiquement asservie, de la classe dominante; ou procédera-t-on graduellement, en obligeant les propriétaires et les capitalistes à se laisser priver peu à peu de tous leurs privilèges?

Tout cela semble étrangement en contradiction avec la théorie du «*matérialisme historique*», dogme fondamental pour les marxistes.

Nous ne voulons pas ici analyser ces contradictions ni chercher à savoir ce qu'il peut y avoir de vrai dans la doctrine du matérialisme historique.

Supposons donc que le pouvoir soit, d'une façon ou d'une autre, tombé aux mains des socialistes et qu'un Gouvernement socialiste se soit bel et bien constitué, et solidement. Est-ce que l'heure du triomphe du socialisme serait pour autant arrivée?

Nous pensons que non.

Si l'institution qu'est la propriété individuelle est à l'origine de tous les maux que nous connaissons, ce

n'est pas parce que telle ou telle terre est portée au nom d'un tel ou d'un, sur les registres de propriété; c'est parce que cette inscription donne à l'individu en question le droit d'user de la terre comme bon lui semble, et l'usage qu'il en fait est ordinairement mauvais, autrement dit porte préjudice à ses semblables. Toutes les religions ont dit, à l'origine, que la richesse est une charge qui oblige ceux qui la possèdent à veiller au bien-être des pauvres et à être, pour eux, comme des pères. Et le droit civil précise, dès l'origine, que le maître de la terre est tenu à tant d'obligations civiques qu'il est bien plus l'administrateur des biens dans l'intérêt public que le propriétaire au sens moderne du terme. Mais l'homme est ainsi fait que lorsqu'il a les moyens de dominer et d'imposer aux autres sa propre volonté, il en use et abuse jusqu'à réduire les autres en esclavage et à un degré extrême d'avilissement.

C'est ce qui s'est passé et c'est ce qui se passera toujours avec les gouvernants.

Il ne sert à rien de dire que quand le gouvernement sera issu du peuple, il servira les intérêts du peuple. Tous les pouvoirs sont issus du peuple parce que c'est le peuple seul qui peut donner la force, et tous ils oppriment le peuple. Il ne sert à rien de dire que quand il n'y aura plus de classes privilégiées, le gouvernement sera forcément l'organe de la volonté collective: les gouvernants constituent eux-mêmes une classe et il se développe entre eux une solidarité beaucoup plus puissante que celle qui existe entre les classes fondées sur le privilège économique.

Il est exact de dire que le gouvernement est aujourd'hui l'esclave de la bourgeoisie. Mais cela tient moins au fait que c'est un gouvernement, qu'au fait que ses membres sont des bourgeois. Du reste, dès que c'est un gouvernement, il hait son maître, comme tous les esclaves, et il le trompe et le vole. Ce n'était pas pour servir la bourgeoisie que Crispi mettait les banques en coupe réglée, et ce n'était pas non plus pour la servir qu'il violait le Statut.

Celui qui est au pouvoir veut y rester et veut, à tout prix, faire triompher sa propre volonté. Par ailleurs, la richesse est un instrument de pouvoir extrêmement efficace, et même s'il n'en abuse pas et ne vole pas personnellement, le gouvernement engendre autour de lui une classe qui lui doit ses privilèges et qui est intéressée à ce qu'il reste au pouvoir. Les partis du gouvernement sont sur le plan politique ce que sont les classes propriétaires sur le plan économique.

Les anarchistes l'ont répété des milliers de fois, et toute l'Histoire le confirme: la propriété individuelle et le pouvoir politique sont deux maillons de la même chaîne qui accable l'humanité; ils sont comme les deux tranchants de la lame d'un poignard d'assassin. Il est impossible de se libérer de l'un si on ne se libère pas aussi de l'autre. Abolissez la propriété individuelle sans abolir l'État, et vous la verrez se reconstituer grâce aux gouvernants. Abolissez le gouvernement sans abolir la propriété individuelle, et les propriétaires reconstitueront le gouvernement.

Quand Frédéric Engels disait, pour parer peut-être à la critique anarchiste, qu'avec la disparition des classes, l'État proprement dit n'a plus de raison d'être et de gouvernement des hommes devient administrateur des choses, il ne faisait là qu'un jeu de mots vide de sens. Qui a la domination sur les choses a la domination sur les hommes; qui gouverne la production gouverne le producteur; qui mesure la consommation est le maître du consommateur.

Le problème est là: ou les choses sont administrées selon les libres accords des intéressés, et alors c'est l'anarchie; ou elles sont administrées selon la loi faite par les administrateurs, et alors c'est le Gouvernement, c'est l'État, qui est fatalement tyrannique.

Ce n'est pas une question de bonne foi ou de bonne volonté d'un tel ou d'un tel; il s'agit de la fatalité des situations et des tendances que les hommes développent, en général, quand ils sont placés dans certaines circonstances.

Du reste, s'il s'agit vraiment du bien de tous, si on entend vraiment administrer les choses dans l'intérêt des administrés, qui peut être mieux placé pour le faire que ceux qui produisent les choses et doivent les consommer?

A quoi sert un gouvernement?

Voilà quel devrait être le premier acte d'un gouvernement socialiste, dès son arrivée au pouvoir: *«Considérant qu'étant au gouvernement, nous ne pouvons rien faire de bon et que, même, nous paralyserions l'action du peuple en l'obligeant à attendre des lois que nous ne pourrions faire qu'en sacrifiant les intérêts des uns à ceux des autres, et les intérêts de tous à nos propres intérêts particuliers, Nous, gouvernement, etc..., déclarons toute autorité abolie, invitons tous les citoyens à s'organiser en associations correspondant à leurs différents besoins, nous en remettons à l'initiative de ces associations et allons, parmi elles, apporter notre part de travail personnel».*

Jamais un gouvernement n'a rien fait de tel, et un gouvernement socialiste ne le ferait pas davantage. C'est pourquoi, quand le peuple aura la force entre ses mains, il empêchera tout gouvernement de se constituer, s'il a un peu de jugement.

Errico MALATESTA.
